

**Unité inter-Départementale de la  
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

**Brive-la-Gaillarde, le 8 avril 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIRMET - LA CHASSAGNE**

LA CHASSAGNE  
19100 Brive-La-Gaillarde

**Références : 2025-04-08 UiD192025-0031r georisques**  
Code AIOT : 0006002984

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement SIRMET - LA CHASSAGNE implanté RUE ALFRED DESHORS ZAC BRIVE OUEST 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRMET - LA CHASSAGNE
- RUE ALFRED DESHORS ZAC BRIVE OUEST 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006002984
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SIRMET exploite des installations de stockage et de traitement de déchets dangereux et non-dangereux. Ces installations sont notamment soumises aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 août 2005.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Projet de prescriptions complémentaires	Code de l'environnement du 13/06/2009, article L. 512-20	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de l'inspection du 18 mars 2025 nécessitent des actions correctives de la part de l'exploitant ainsi que des prescriptions complémentaires en ce qui concerne la surveillance de la qualité des eaux pluviales rejetées au milieu.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Projet de prescriptions complémentaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/06/2009, article L. 512-20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> En vue de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.
<b>Constats :</b> Depuis plusieurs mois, la communauté d'agglomération signale à la DREAL des épisodes de pollution aux hydrocarbures d'un bassin (PEBO1) récupérant les eaux pluviales d'une zone industrielle présente sur le territoire de la commune de Brive. Des inspections réalisées les 4 décembre 2024 et 13 mars 2025 menées de façon réactive suite à ces constats ont montré que les eaux de ruissellement rejetées par la société SIRMET ne respectaient pas toujours la valeur limite d'émission applicable fixée à 5 mg/L. Le constat de ces dépassements fait l'objet des rapports d'inspection du 5 décembre 2024 et du 27 mars 2025 et a notamment conduit à la signature d'un arrêté préfectoral de mise en demeure le 24 décembre 2024 toujours en vigueur. Après réception d'un nouveau signalement de pollution du bassin PEBO1 le 18 mars 2025, l'Inspection des installations classées a procédé à une nouvelle inspection des installations de la société SIRMET le jour-même. Cette inspection fait l'objet du présent rapport. Lors de cette inspection, il a de nouveau été constaté que certains déchets n'étaient pas stockés conformément aux dispositions applicables. En effet, des tournures étaient stockées en dehors de leur casier, sans rétention et soumises aux intempéries. Il a également été constaté un encrassement important du bassin de décantation ainsi qu'une couleur grisâtre des eaux rejetées au milieu malgré le fonctionnement des installations de traitement le jour de l'inspection (voir photos en annexe 1). Lors de la suite de l'inspection, il a été constaté que malgré la coupure de la pompe de relevage des eaux de ruissellement « traitées », un filet d'eau continuait à couler au sein du regard d'évacuation des eaux pluviales. Il n'a pas été possible de déterminer la nature de ce filet d'eau résiduel. Toutefois, l'inspection par caméra du regard et de la canalisation associée a permis de déterminer que ce filet d'eau était issu du site exploité par la société SIRMET.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les épisodes récurrents de dépassements de la valeur limite d'émission associée aux hydrocarbures au sein des rejets aqueux de la société SIRMET conduisent l'Inspection des installations classées à formuler les demandes suivantes. <b>L'exploitant doit faire procéder, sous deux mois,</b> à l'expertise par un bureau d'études spécialisé de son système de traitement des eaux de ruissellement avant rejet au milieu. Cette expertise devra conclure quant à la suffisance des installations de traitement en place et préciser la nature et la périodicité des opérations d'entretien des différents équipements de traitement des rejets (bassin de décantation, tranquillisateur, débourbeur et déshuileur). <b>L'exploitant doit par ailleurs déterminer, sous deux mois également,</b> l'origine de l'écoulement continu issu de son site, malgré la coupure de la pompe de relevage. Il justifiera notamment la nécessité ou non de traiter ces eaux avant rejet au milieu naturel. Enfin, considérant la recrudescence des épisodes de pollution au cours des derniers mois, force est de constater que la périodicité actuelle (semestrielle) des contrôles de la qualité des rejets d'eaux pluviales est insuffisante au regard du nombre important d'épisodes de pollution. Il est donc proposé de renforcer la périodicité de ce contrôle en application de l'article L.512-20, en attendant le traitement définitif par la société SIRMET de cette problématique. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en ce sens en annexe 2 du présent arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



Annexe 1 : photos de l'inspection



Figure 1: Eaux rejetées au milieu après traitement



Figure 2: tournures hors rétention



Figure 3: bassin de décantation